

ARRETE TEMPORAIRE

23-AC-2827

Portant réglementation de la circulation RUE DE LA MARCHE

En agglomération

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code de la route ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L541-3 ;

Vu l'arrêté municipal référencé : DGS/FB/2023-744 du 16 octobre 2023 portant délégation temporaire de fonction et de signature de Monsieur Pascal LEFEBVRE, Adjoint Délégué, pour la période du 30 octobre au 03 novembre 2023 inclus en l'absence de Monsieur Gauthier OSSELAND, en matière de gestion et occupation du domaine public ;

Vu la demande de prolongation de l'arrêté 23-AC-2457 présentée par C MACRON ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des travaux de réfection des versants intérieurs ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des usagers ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : À compter du 28/10/2023 et jusqu'au 22/12/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DE LA MARCHE :

- La circulation piétonne sera interdite ;
- La société C MACRON est autorisée à stationner rue de la Marche ;

ARTICLE 2 : À compter du 28/10/2023 et jusqu'au 22/12/2023, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant : RUE DESIRE DELANSORNE et RUE DES PORTES COCHERES.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise place de la signalisation. Ces dispositions pourront être levées selon l'avancement des travaux.

ARTICLE 5 : Les dispositions définies par le présent arrêté remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 6 : Toute infraction aux dispositions définies par le présent arrêté constituera contravention et sera réprimée comme telle.

Le non-respect des dispositions prévues sera considéré stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Les véhicules en infraction pourront être enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire est chargé de procéder à l'information individuelle des riverains.

ARTICLE 8 : Les dispositions définies par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules des Services de Police, de Gendarmerie, de Secours, des Services Municipaux, et du Pétitionnaire, dans le strict exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 9 : Le directeur général des services de la ville d'Arras et le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au commandant de gendarmerie, aux sapeurs-pompiers, à la direction Générale des Services, au réseau Artis, au commissaire de police, à la directrice de la police municipale, au service affichage et au pétitionnaire.

ARTICLE 10 : En application des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Arras
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué